

Communiqué de presse

Dégradation de la situation des droits de l'Homme en Mauritanie

La Rencontre Africaine pour la Défense des Droits de l'Homme (RADDHO) est vivement préoccupée par la dégradation de la situation des droits de l'Homme en Mauritanie marquée par une crise post-électorale et l'arrestation de centaines de personnes à la suite d'incidents survenu le 26 juin entre les forces de sécurité et des manifestants. Parmi les personnes arrêtées figurent le leader des Forces Progressistes du Changement et de nombreux étrangers ressortissants des pays voisins.

Cette situation fait suite à la contestation par quatre des cinq candidats en lice des résultats provisoires donnant la victoire au candidat du parti au pouvoir, l'ancien chef d'Etat-major des armées, Mohamed Ould Ghazouani. Trois d'entre-deux ont déjà introduit un recours en annulation devant le conseil constitutionnel.

Selon des informations obtenues sur le terrain les communications par internet ont été restreintes et le siège de la coalition « Vivre ensemble » a été saccagé par la police.

La Rencontre Africaine des Droits de l'Homme (RADDHO) :

Met en garde les autorités mauritaniennes contre les arrestations arbitraires et l'usage excessif de la force contre les citoyens et les étrangers vivant en Mauritanie,

Exige la libération sans condition de toutes les personnes arrêtées dans le cadre de ces manifestations,

Demande à tous les acteurs politiques engagés dans ce processus électoral d'éviter le recours à la violence et, en cas de contestation, de saisir les organes habilités à trancher le contentieux électoral,

Lance un vibrant appel à L'union Africaine et aux Nations Unies de tout mettre en œuvre pour parvenir à une solution juste et responsable de la crise post-électorale en Mauritanie.

Fait à Dakar, le 27 juin 2019

Le Secrétaire Général